

TL
00331/42302770
COMMUNIQUE DE PRESSE

R.F.I
AH: Mme MONIQUE MAS
FR 00331/42304257

Les Partis Politiques MDR, PSD, PDC et PL;

Après avoir une fois de plus montré au Président de la République, dans leur lettre du 6 janvier 1994, les conséquences néfastes de son blocage de la mise en place des Institutions de la Transition, à savoir: l'insécurité des personnes et des biens, l'absence d'autorité, l'effondrement de l'économie nationale et la perte de crédibilité du Pays face à la communauté internationale;

Après avoir pris connaissance des déclarations du MRND lors de la conférence de presse tenue à l'Hôtel Méridien UMUBANO le 6 janvier 1994;

Vu que le Président de la République s'est refusé jusqu'ici à une séance de travail commune avec le Premier Ministre du Gouvernement actuel, le Premier Ministre Désigné du Gouvernement de Transition à Base Élargie, le Front Patriotique Rwandais et la MINUAR en vue de débloquer la situation;

Vu que parallèlement à la mise en place des Institutions de Transition, le Président de la République a déployé dans la ville de Kigali les "Interahamwe", milice armée de Son Parti, le MRND, dont les actes barbares ont déjà occasionné ce 8 janvier 1994, des pertes en vies humaines, des coups et blessures sur plusieurs personnes, la spoliation de voitures, ainsi que le pillage de biens dans plusieurs endroits;

Constatant par ailleurs que ces violences ont été organisées dans le but d'empêcher non seulement les ultimes consultations que le Président de la République avait Lui-même prévues pour la matinée de ce 8 janvier 1994 dans le cadre de la mise en place des Institutions de la Transition, mais aussi les cérémonies de prestation de serment des Députés et des Ministres programmées par Madame le Premier Ministre ce même jour;

Les Partis Politiques MDR, PSD, PDC et PL communiquent au public ce qui suit:

1. Les Partis Politiques MDR, PSD, PDC et PL prennent acte que malgré Sa prestation de serment en date du 5 janvier 1994, le Président de la République et Son Parti, le MRND, mettent en cause l'Accord d'Arusha, s'engageant ainsi à nouveau dans une logique de guerre. Nos Partis Politiques sont en outre informés du plan sanguinaire d'élimination physique des principaux opposants au régime HABYARIMANA, devant être mis en exécution par 1700 "Interahamwe" entraînés et armés à cet effet et qui viennent d'être déversés dans tous les quartiers de la ville de Kigali.
2. Malgré cette pression terroriste du Président HABYARIMANA et de Son Parti, le MRND, les Partis Politiques MDR, PSD, PDC et PL ne peuvent en aucun cas cautionner les manœuvres visant à violer les principes démocratiques élémentaires. En particulier, ces Partis ne peuvent avaliser la discrimination par laquelle les députés du Parti Libéral, PL, élus en septembre 1993 conformément à l'Accord de Paix et aux instructions des organes compétents du Parti, devraient céder la place aux députés désignés par après dans les rangs du Parti MRND, par Monsieur MUGENZI Justin, en complicité avec le Président HABYARIMANA et ce, au mépris des décisions des organes reconnus du PL.
3. Les Partis Politiques MDR, PSD, PDC et PL déplorent que le Président de la République et le MRND entreprennent ces manœuvres en vue de bloquer le fonctionnement des nouvelles Institutions de la Transition comme ils l'ont fait depuis le 16 Avril 1992. En effet, la gestion de la Transition attendue est déterminante pour la paix au Rwanda dans la mesure où le Gouvernement élargi au FPR doit procéder à l'intégration des deux armées, organiser le retour des déplacés de guerre dans leurs biens, préparer le retour des réfugiés rwandais et procéder à la reconstruction du Pays. Dès lors, initier le blocage comme tactique de contrôler les décisions du Gouvernement, c'est hypothéquer l'avenir du pays.

Par ailleurs, nos Partis saisissent l'occasion pour informer fermement le Président de la République que leur objectif n'est pas de lui prendre le pouvoir résiduel que l'Accord de Paix d'Arusha Lui confère. Cet Accord, devenu "Loi fondamentale" du Pays, constitue la seule protection rassurante, à condition que Lui-même le respecte dans toutes ses dispositions.

[Handwritten signatures and initials]

-2-

Les Partis politiques MDR, PSD, PDC et PL considèrent donc que le Chef de l'Etat, en refusant de présider les cérémonies d'installation des autres Institutions de la Transition se réfugie derrière de faux prétextes.

4. Les Partis Politiques MDR, PSD, PDC et PL réitèrent leur appel au Président de la République pour qu'il se rende réellement disponible et que ses services ne prétendent plus à l'organisation et à la direction des cérémonies de prestation de serment. Dans le cas contraire, qu'il ne fasse plus obstruction au rôle du Président de la Cour Constitutionnelle que la Loi fondamentale délègue également.
5. En ce qui concerne ce rôle du Président de la Cour Constitutionnelle, l'article 7 al.3 et 4 du Protocole sur les Questions Diverses et les Dispositions Finales prévoit que la prestation de serment des Députés et des Ministres a lieu en présence du Président de la Cour Constitutionnelle. L'alinéa 5 du même article, quant à lui, prévoit que lorsque le Président de la République est empêché, il est remplacé par le Président de la Cour Constitutionnelle.

Ainsi donc, le spectre du coup d'Etat qui serait préparé par nos Partis Politiques de connivence avec le Président de la Cour Constitutionnelle et que le MRND et ses acolytes continuent à entretenir au sein de l'opinion publique n'est qu'une manœuvre d'intoxication destinée à intimider cette Haute Cour. En effet, si le Président de la Cour Constitutionnelle devait remplacer le Président de la République pour ces cérémonies de prestation de serment, ce ne serait que de droit.

6. Les Partis Politiques MDR, PSD, PDC et PL tiennent en outre à relever le problème d'ordre institutionnel qui résulte de la situation actuelle où le Président de la République se trouve régi par une loi fondamentale, pendant que le Gouvernement reste régi par le Protocole d'Entente du 7 avril 1992. Les deux Institutions ne pouvant ainsi collaborer, le Pays est dans l'impasse.
7. En conclusion, les Partis Politiques MDR, PSD, PDC et PL demandent au Président de la République de considérer le grave danger que fait courir à notre Pays le retard de la mise en place des Institutions de la Transition, de sortir de la logique de la guerre et de se placer dans celle de la paix et de la réconciliation nationale en levant immédiatement toutes les entraves empêchant la prestation de serment des Députés et des Ministres.

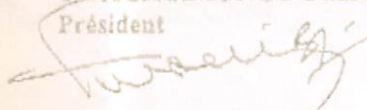
Nos Partis Politiques lancent, une fois de plus, un appel pressant à tous les Rwandais pour qu'ils ne tombent pas dans le piège de la guerre civile que les ennemis de la paix ont toujours essayé de provoquer dans notre Pays depuis octobre 1990.

Ils en appellent également à la communauté internationale qui a bien voulu assister le Rwanda dans les négociations de paix, pour qu'elle continue à épauler les Rwandais dans la mise en exécution de l'Accord de Paix d'Arusha.

Fait à Kigali, le 8/1/1994.

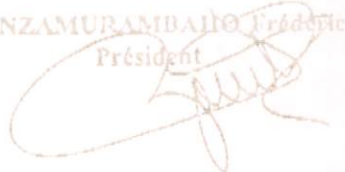
Pour le MDR

TWAGIRAMUNGU Faustin
Président



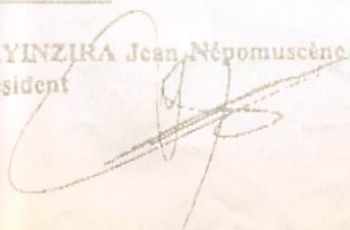
Pour le PSD

NZAMURAMBAYO Frédéric
Président



Pour le PDC

NAYINZIRA Jean Népomuscène
Président



Pour le PL

NDASINGWA Landoald
Premier Vice-Président

